



Les Indépendants République et Territoires

Groupe politique au Sénat

**Bilan
d'activité**

**2017
2024**



Edition 2024, publiée le 9 octobre



<https://www.independants-senat.fr/>

Éditorial du Président



Ce 1^{er} octobre 2024, le Sénat a ouvert sa session ordinaire 2024/2025.

La précédente s'est achevée le 18 juillet, jour où l'Assemblée nationale élit sa Présidente, au lendemain des élections législatives des 30 juin et 7 juillet à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République.

La situation politique est inédite. Malgré le taux de participation record, aucune force politique n'a obtenu de majorité pour gouverner.

L'heure est donc à la responsabilité pour les leaders politiques du bloc central -allant de la droite républicaine aux sociaux-démocrates- de construire des majorités autour du Gouvernement de Michel Barnier, sur des textes législatifs essentiels pour notre pays et nos concitoyens.

Le retour en force du populisme et des régimes autoritaires en Europe et dans le monde nous oblige : nous devons protéger plus que jamais notre démocratie et nos libertés, et faire en sorte que la voix de la France en Europe et dans le monde soit considérée.

Dans ce contexte, le rôle du législateur est de tout premier plan et le Sénat, pôle de stabilité de nos institutions, s'en trouve renforcé.

Notre Groupe Les Indépendants va continuer d'œuvrer avec sérieux et responsabilité avec pour boussole l'intérêt des Français, l'intérêt de la nation et des collectivités que nous représentons.

Je voudrais revenir sur la précédente session, marquante pour notre Groupe. Les élections sénatoriales de septembre 2023 lui ont permis de se renforcer. Nous sommes désormais le **5^{ème} groupe politique du Sénat**. Neuf Sénateurs nous ont rejoints : **Corinne BOURCIER, Jean-Luc BRAULT, Cédric CHEVALIER, Marie-Claude LERMYTTE, Vincent LOUAULT, Pierre-Jean ROCHETTE, Louis VOGEL** ainsi que **Laure DARCOS**, Sénatrice de l'Essonne, qui siégeait jusqu'alors au Groupe LR tout comme **Marc LAMÉNIE**, Sénateur des Ardennes.

Nous comptons désormais 19 membres qui se retrouvent autour des valeurs fondatrices du Groupe et dans l'esprit constructif qui l'anime. Je tiens à remercier chacune et chacun de nos Sénatrices et Sénateurs pour leur travail, leur engagement et leur amitié.

Au fil des pages ci-après vous retrouverez le bilan législatif, en particulier les propositions de loi portées par notre Groupe, et les partis pris depuis sa création en 2017, dans le domaine régalien de l'État, économique, social, européen, éducatif, culturel et numérique.

Éditorial du Président

7 ans après sa création, le Groupe Les Indépendants poursuit son action au Sénat afin de **renforcer la cohésion nationale et défendre les libertés individuelles**. Cette cohésion passe nécessairement par une **association étroite entre les collectivités territoriales, les acteurs locaux et l'État**, afin de répondre aux attentes de chacun tout en respectant leur diversité. Trois notions, intrinsèquement liées s'avèrent essentielles dans cette élaboration : les compétences, les responsabilités et les financements.

En faisant confiance aux territoires, nous pouvons améliorer significativement la qualité de vie de nos concitoyens. La santé est à cet égard l'une de nos priorités. La qualité et **l'accès aux soins sur tout le territoire**, particulièrement dans les « déserts médicaux », est un combat permanent mené par nos Sénateurs.

Le Groupe inscrit également son action dans la **transition écologique et économique** des territoires. Il soutient une **agriculture respectueuse de l'environnement, permettant aux agriculteurs un niveau de vie décent et une indépendance alimentaire pour notre pays**. Cette transition doit être portée par un mix énergétique décarboné et équilibré, associant nucléaire et énergies renouvelables.

Nos Sénateurs sont attachés à la **réduction des dépenses publiques**. Réduire les déficits pour limiter la pression fiscale qui pèse sur les Français et les entreprises. Le Groupe considère que **l'État doit concentrer ses efforts sur ses missions régaliennes, en particulier la justice et la sécurité de nos concitoyens**.

Nous sommes par ailleurs convaincus qu'une plus grande sécurité nécessite la préservation de notre **souveraineté, notamment en matière numérique**.

Le Groupe prône l'émergence d'outils numériques européens, et milite en faveur de la **responsabilité des plateformes quant aux contenus qu'elles diffusent sur les réseaux**. Les Indépendants soutiennent une **législation ambitieuse, équilibrant innovation et liberté**.

Le monde de demain se construit dès à présent avec la **jeunesse d'aujourd'hui**. Elle doit être mieux formée pour affronter les défis futurs. **L'accès à un système éducatif de qualité sur l'ensemble de notre territoire**, répondant aux attentes du marché du travail, est ainsi primordial. La **protection contre le harcèlement scolaire** constitue à ce titre une préoccupation majeure du Groupe.

L'Union européenne est une priorité pour nos Sénateurs : elle intervient de manière transversale sur l'ensemble des sujets. Notre Groupe défend **la vision d'une France à l'initiative dans une Union européenne renforcée, compétitive, protectrice et solidaire**.

Notre pays doit continuer sa transformation pour faire face aux nombreux défis actuels.

Je suis fier du travail que nous avons accompli et le Groupe Les Indépendants poursuivra son action selon les principes et l'esprit qui l'ont guidé jusqu'à ce jour.

Bonne lecture !



Claude Malhuret
Sénateur de l'Allier
Président du Groupe

Sommaire

Éditorial du Président	3
Déclaration politique du Groupe	5
Les Sénateurs	6

Action parlementaire

10 thématiques au cœur de l'engagement des Sénateurs :

 Collectivités territoriales et cohésion des territoires	10	 Affaires économiques	32
 Finances publiques	14	 Aménagement du Territoire et Développement durable	36
 Affaires sociales	19	 Union européenne	41
 Régalien	24	 Culture, Éducation, Communication, Sport	45
 Agriculture	28	 Numérique et innovation	49

Textes et débats mis à l'ordre du jour par notre Groupe 53

Missions d'information / Commission d'enquête 63

Rapports présentés par les Sénateurs 64

Rencontres et échanges 77

Anciens Sénateurs 79

Déclaration politique du Groupe

3 octobre 2023

La France fait face à de multiples défis : économique, écologique, social, géopolitique et énergétique, et à une crise démocratique car beaucoup de Français doutent de leurs représentants, se détournent des urnes, accélérée en cela par les réseaux sociaux qui aggravent les clivages de notre société.

Les populismes se nourrissent de ces difficultés et ne cherchent pas à les résoudre. Pour affronter les épreuves, nous avons besoin des institutions solides de la Vème République et particulièrement du Sénat, qui incarne la stabilité.

Les Sénateurs du Groupe « Les Indépendants - République et Territoires », se reconnaissent dans une Droite et un Centre libéral, social, européen, écologique, réformiste et travaillent de façon libre et constructive, refusant toute opposition systématique comme tout suivisme. L'indépendance est la caractéristique de ce Groupe, guidé par le souhait de voir la France réussir.

Le Groupe « Les Indépendants - République et Territoires » se veut une force de proposition pour œuvrer en faveur des libertés individuelles et publiques, agir pour la sécurité de nos concitoyens, soutenir l'agriculture et la ruralité, redresser notre économie, supprimer les freins au développement de nos entreprises, moderniser notre modèle social.

Il souhaite renforcer la souveraineté de la France, favoriser la croissance, réformer et rénover les services publics, assurer la justice, garantir

l'égalité entre les femmes et les hommes, assurer la prise en charge de la dépendance de nos aînés, réformer le système éducatif pour cultiver l'excellence et créer des opportunités de réussite pour tous les jeunes. Le Groupe est attaché à la diversité des territoires, à leur identité, à leur développement économique, social et culturel dans le respect des principes constitutionnels. Loin des oppositions entre territoires, le Groupe soutient la solidarité entre les quartiers, les villes, les départements, les régions. La ruralité, les métropoles, les outre-mer et les Français de l'étranger représentent ensemble un atout majeur pour notre pays.

Composé d'Européens convaincus, le Groupe estime que l'Europe est, et doit demeurer, une chance pour la France. L'Union européenne doit poursuivre son renforcement pour mieux protéger les peuples et répondre plus efficacement aux défis auxquels elle est confrontée : le dérèglement climatique, la révolution numérique, les mouvements migratoires et les évolutions géopolitiques.

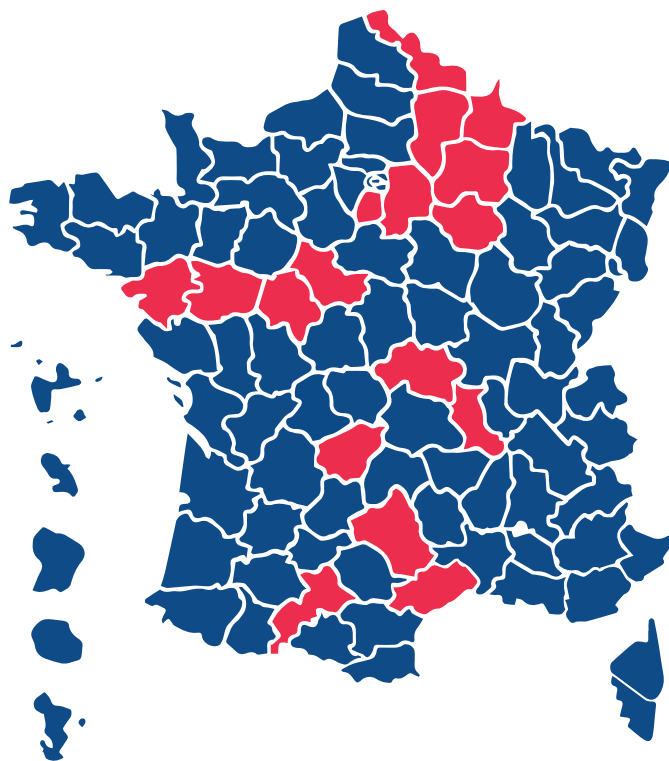
Conscient que la préservation de l'environnement fait partie des intérêts fondamentaux de la nation, le Groupe œuvre à sa protection et à la sauvegarde de la biodiversité. Il soutient la transition énergétique, défend les énergies renouvelables et les énergies bas carbone ainsi que toutes les mesures concourant à l'efficacité énergétique.

Conformément à l'article 27 de la Constitution, les membres du Groupe conservent leur liberté de vote en toutes circonstances.



Nos Sénateurs

*Des Sénateurs
au service de
leurs territoires**



**Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, est suspendu depuis le 18 novembre 2023.*

Nos Sénateurs



Claude Malhuret
Sénateur de l'Allier - Président du Groupe

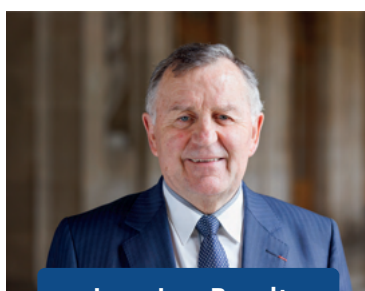
*Membre de la commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées*



Corinne Bourcier

Sénatrice de Maine-et-Loire

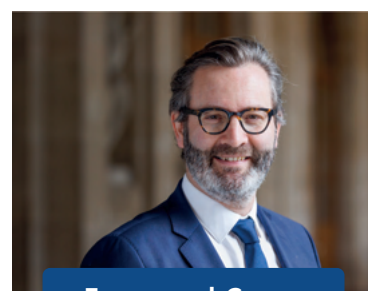
Commission des Affaires sociales



Jean-Luc Brault

Sénateur du Loir-et-Cher

*Commission des Affaires économiques
Délégation sénatoriale aux Entreprises*



Emmanuel Capus

Sénateur de Maine-et-Loire

*VP - Commission des Finances
VP - Délégation sénatoriale aux Entreprises*

Nos Sénateurs



Daniel Chasseing

Sénateur de la Corrèze
VP - Commission des Affaires sociales



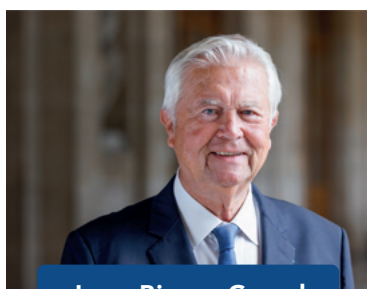
Cédric Chevalier

Sénateur de la Marne
VP - Commission de l'Aménagement du
Territoire et du Développement durable
Délégation sénatoriale aux Collectivités
territoriales et à la Décentralisation



Laure Darcos

Sénatrice de l'Essonne
VP - Commission de la Culture,
de l'Éducation, de la Communication et du Sport
VP - Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



Jean-Pierre Grand

Sénateur de l'Hérault
Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées



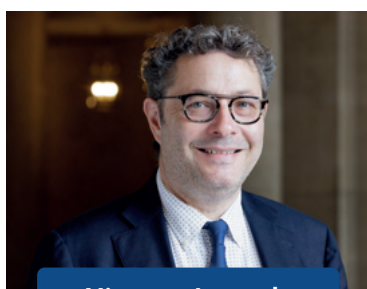
Marc Laméni

Sénateur des Ardennes
Secrétaire - Commission des Finances
VP - Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



Marie-Claude Lermytte

Sénatrice du Nord
Commission des Affaires sociales
Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



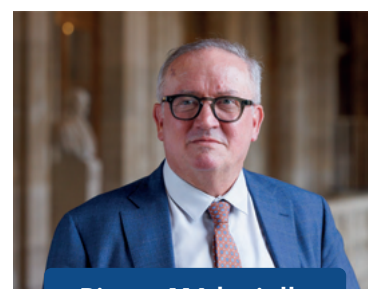
Vincent Louault

Sénateur d'Indre-et-Loire
Commission des Affaires économiques
Commission des Affaires européennes
Délégation sénatoriale à la Prospective



Alain Marc

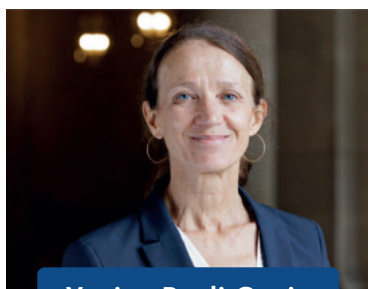
Sénateur de l'Aveyron
Vice-président du Sénat
Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale



Pierre Médevielle

Sénateur de la Haute-Garonne
VP - Commission des Affaires économiques
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques

Nos Sénateurs

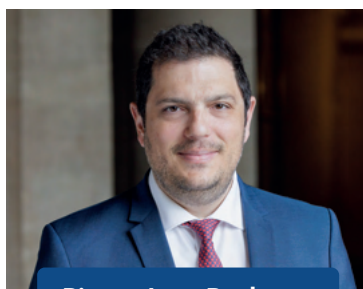


Vanina Paoli-Gagin

Sénateur de l'Aube

Commission des Finances

VP - Délégation sénatoriale à la Prospective



Pierre Jean Rochette

Sénateur de la Loire

*Commission de l'aménagement du Territoire
et du Développement durable*

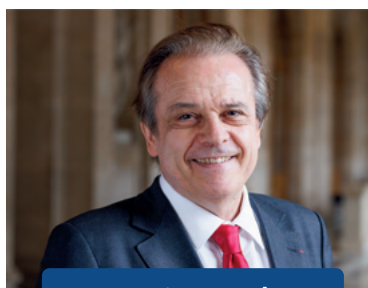
*VP - Délégation sénatoriale aux Collectivités
territoriales et à la Décentralisation*



Pierre-Jean Verzelen

Sénateur de l'Aisne

*Commission de la Culture,
de l'Éducation, de la Communication et du Sport*
VP - Délégation sénatoriale aux Outre-mer



Louis Vogel

Sénateur de la Seine-et-Marne

VP - Commission des Affaires européennes
*Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale*



Dany Wattebled

Sénateur du Nord

*VP - Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale*



Action parlementaire

Collectivités et

cohésion des territoires



Le développement des territoires, quelles que soient leurs spécificités, ainsi que la recherche de solutions efficaces et réalistes pour les collectivités territoriales, représentent le cœur de l'engagement du Groupe depuis sa création. Les Sénateurs du Groupe s'opposent à une trop grande segmentation des prérogatives des collectivités et appellent de leurs vœux un accroissement de la collaboration entre les différents échelons.

Décentralisation : plus de souplesse pour plus d'efficacité

Il est nécessaire de simplifier l'architecture des pouvoirs locaux et apporter davantage de souplesse dans le partage des compétences. La décentralisation doit être un vecteur de revitalisation et de collaboration des territoires. Elle doit également participer à l'enrichissement de la démocratie locale.

La décentralisation représente toujours un objectif à atteindre pour le Groupe qui a eu l'occasion de développer sa vision et de faire des propositions concrètes émanant du terrain. Ainsi, tout en rappelant l'importance de l'unité de la République française et du respect de la diversité de nos territoires, les Sénateurs du Groupe ont souligné la nécessité de traduire la décentralisation par une subsidiarité ascendante. Ils ont identifié le bloc communal comme étant l'échelon de base d'une décentralisation réussie et

efficace. Pour le Groupe, le travail doit s'articuler autour d'un triptyque simple : compétence, responsabilité et financement. Une décentralisation ambitieuse doit s'accompagner de transferts de compétences, de la liberté d'action qu'entraîne la responsabilité, et enfin du transfert de ressources adaptées pour une indispensable autonomie financière.

Cela passe aussi par une simplification du cadre d'exercice des compétences des collectivités. Le Groupe a déploré la nette inflation législative et normative lors de l'examen de la proposition de loi visant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités territoriales, en soulignant que les élus locaux ont besoin de clarté pour mener à bien leurs missions.





Alors que les élus locaux redoutaient un nouveau bouleversement, cette loi a été l'occasion d'adapter diverses dispositions existantes. Le Groupe a ainsi porté le rétablissement de l'expérimentation de la recentralisation du Revenu de Solidarité Active (RSA) pour les départements qui le souhaiteraient.

Les Sénateurs se positionnent également en faveur d'un gain de souplesse accordé aux collectivités dans l'exercice de leurs prérogatives : en soutenant une gestion différenciée de la compétence « Eau et Assainissement » ou encore l'expérimentation du transfert de la compétence « médecine scolaire » aux départements volontaires.

Des finances à la mesure des compétences

Le Groupe s'est inquiété de la situation financière des départements et a appelé de ses vœux une meilleure répartition des capacités à agir et une plus grande équité entre ces collectivités.

Afin de soutenir les petites collectivités territoriales, le Groupe a déposé une proposition de loi visant à créer une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales. Ce texte vise à répondre concrètement aux difficultés de certaines petites communes qui n'ont pas accès à l'ingénierie nécessaire pour leurs projets de territoire, par faute de moyens, et leur permet de déroger aux 20 % de financement, sous conditions.





Un soutien permanent à nos collectivités territoriales et à nos élus locaux

Pendant l'état d'urgence sanitaire et durant la gestion de la crise, le Groupe a soutenu les actions mises en œuvre par les collectivités territoriales et s'est attaché au maintien des services publics primordiaux, tels que La Poste, indispensables notamment dans les territoires ruraux. N'oubliant pas non plus le rôle déterminant des secrétaires de mairie, les Sénateurs du Groupe ont voté les différents textes en faveur de la revalorisation de leur statut.

Le Groupe s'est également mobilisé sur le sujet de la propagande électorale en déposant une proposition de loi adoptée au Sénat en février 2020. Cette proposition de loi, bien accueillie, vise à simplifier l'action des maires concernant l'affichage lors des élections. Cette initiative répond aux difficultés rencontrées par les élus lors des dernières élections, notamment européennes, où le nombre de candidatures est important et posait des problèmes pratiques et de coûts, tout particulièrement pour les petites communes.

La crise démocratique et la crise de l'engagement en cours invitent également à repenser le rôle et le statut de l'élu ainsi que les conditions d'exercice du mandat local. Le Groupe a soutenu la proposition de loi visant à créer un statut de l'élu local, en

saluant le fait que le texte propose une vision globale du statut, grâce aux contributions des Sénateurs, en abordant l'avenir, le pendant et l'après mandat.

Enfin, le Groupe se mobilise auprès des élus face aux violences et aux intimidations dont ils font l'objet. Les Sénateurs du Groupe ont interpellé à plusieurs reprises le Gouvernement face à la gravité de ces actes et soutiennent tout alourdissement des peines prononcées contre ceux qui s'attaquent aux représentants des pouvoirs publics ●





Action parlementaire

Finances publiques



Ce laxisme budgétaire chronique a conduit à une situation de surendettement public très inquiétante, au point de donner sur la scène européenne l'image d'un pays incapable de maîtriser ses comptes.

Cette image s'est malheureusement renforcée au cours des deux dernières

La situation budgétaire de la France, caractérisée par un taux d'endettement très élevé et un déficit public chronique, est préoccupante. Le Groupe Les Indépendants plaide pour une politique ambitieuse de désendettement afin de redonner à l'État les moyens de faire face aux défis du XXI^e siècle, au premier rang desquels l'accélération de la transition écologique et le maintien de la sécurité nationale. Cela implique de ramener, à moyen terme, les dépenses en-deçà des recettes publiques, en menant des réformes courageuses et en réfléchissant à la place de l'État.

Le niveau d'endettement du pays obère notre souveraineté nationale, compromet notre liberté d'action et engourdit la puissance publique.

Voilà plus d'un demi-siècle que la France vote chaque année un budget en déficit.

décennies : alors qu'au début des années 2000, le taux d'endettement public était inférieur à 60% du PIB, ce taux avoisine désormais les 110%.

Dans cette configuration, les critères de Maastricht – déficit public inférieur à 3% du PIB, dette publique inférieure à 60% du PIB – paraissent hors d'atteinte à court terme. Pourtant, nous aurions tort de préférer remettre en question nos engagements européens plutôt que d'assainir nos finances publiques. Le désendettement du pays doit être engagé par la réduction des dépenses publiques et la croissance économique, et non par l'augmentation des impôts. Il ne s'agit pas de réduire les dépenses par dogmatisme : notre Groupe est attaché à un État fort dans ses missions régaliennes et a soutenu les efforts réalisés dans ces domaines, notamment l'armée, la police et la justice.



Finances publiques

Lors du précédent quinquennat, le Gouvernement a engagé des réformes ambitieuses, que nous avons toutes soutenues, pour alléger le poids des impôts sur les entreprises comme sur les particuliers : remplacement de l'ISF par l'IFI, instauration de la flat tax sur les revenus du capital, abaissement du taux d'impôt sur les sociétés à 25%, allègement de l'impôt sur le revenu pour les plus modestes, réduction des impôts de production... Malgré cela, la pression fiscale demeure trop élevée : avec un niveau de 45% du PIB, la France reste vice-championne du monde en matière de prélèvements obligatoires.

Nous nous opposons à toute hausse d'impôts qui restreindrait le pouvoir d'achat des Français et la capacité d'investissement des entreprises. Notre Groupe a soutenu toutes les mesures économiques qui ont permis, dès le début du premier quinquennat d'Emmanuel MACRON, de rendre le pays plus attractif et plus compétitif sans dégrader les finances publiques. Ainsi, c'est seulement sous le Gouvernement d'Édouard PHILIPPE que le pays est sorti de la procédure européenne pour déficit excessif dans laquelle il était embourbé.

Ce niveau d'endettement s'explique en grande partie par les crises qui se sont succédées depuis 2019.

L'économie française a été durement

éprouvée par la succession des crises depuis 2019 : Gilets Jaunes, crise sanitaire, crise énergétique. Les politiques de soutien mises en œuvre, dans un contexte de taux d'intérêt nuls et dans une situation épidémique alarmante, ont permis de sauver nos entreprises et nos emplois alors que l'économie mondiale freinait brutalement. Selon l'OFCE, ces dépenses exceptionnelles expliquent 69% de la dette publique émise entre 2016 et 2023. Mais le « quoi qu'il en coûte », indispensable pendant la crise, n'est désormais plus tenable.

Et pour cause : avec le relèvement des taux d'intérêt, le coût de la dette publique augmente, si bien que la charge de la dette est en passe de devenir le premier budget de l'État. Aussi, bien que le désendettement public demeure notre priorité, le Groupe a toujours su faire preuve de responsabilité et voter les mesures d'urgence lorsque la situation le commandait. Il s'agissait pour le Groupe de défendre l'unité nationale pour préserver l'ordre républicain dans des moments de crise sans précédent.

Cependant, indépendamment des nécessaires mesures prises au plus fort de la crise, le déficit structurel n'a cessé de croître au cours des dernières années. Il faut donc désormais diminuer les dépenses non conjoncturelles par la réforme de l'État.



C'est par le même esprit de responsabilité que nous avons défendu hier les mesures de soutien à la crise et que nous défendons aujourd'hui des mesures de désendettement.

La transition énergétique constitue un défi majeur pour notre pays et pour l'Europe.

Notre Groupe considère le changement climatique comme le défi du siècle. Pour le relever de façon pérenne et sérieuse, il n'est pas raisonnable de vouloir s'affranchir de la discipline budgétaire à laquelle nous nous sommes engagés au niveau européen : nous voulons réduire à la fois la dette climatique et la dette publique. Nous proposons de passer au « mieux qu'il en coûte », en optimisant l'usage de tout euro public dépensé. Concrètement, il s'agit de privilégier les dépenses qui contribuent de façon efficace et efficiente à la transition écologique.

Le Groupe veille ainsi à ce que la fiscalité verte ne se matérialise pas seulement par des hausses d'impôts, surtout lorsque ces hausses d'impôts frappent d'abord les Français et les territoires les plus fragiles. La transition énergétique doit être perçue comme une opportunité pour tous, et non comme un fardeau inégalement réparti. C'est pourquoi nous soutenons une approche libérale de l'écologie, consistant à



orienter les mécanismes de marché plutôt qu'à alourdir le fardeau fiscal, dans la logique du Pacte vert européen, en phase avec les réalités de nos territoires et en cohérence avec les attentes des élus locaux.

Ainsi, malgré les réserves de principe sur la suppression de la taxe d'habitation qui coupe une partie du lien fiscal unissant le citoyen et les collectivités territoriales, nous ne nous sommes pas opposés à la réforme de la fiscalité locale engagée par le Gouvernement. De même, la diminution des impôts de production est une mesure salubre pour la réindustrialisation de nos territoires, mais qui a pour conséquence de priver les collectivités territoriales de ressources directes. Le Groupe soutient ces réformes structurelles et veille à ce qu'elles ne se fassent pas aux dépens des collectivités et permettent au contraire leur autonomie financière.



Le Groupe défend les intérêts des territoires à chaque automne budgétaire

Les Sénateurs ont ainsi proposé des dispositifs visant à favoriser l'activité économique dans les territoires, à augmenter l'autonomie financière des collectivités territoriales et à encourager l'engagement sociétal des entreprises. Ainsi, ils se sont opposés à la mesure visant à restreindre le mécénat d'entreprise car nous considérons qu'il s'agit d'un dispositif tout à la fois utile pour soulager les dépenses des collectivités territoriales tout en impliquant les acteurs privés dans des actions d'intérêt général au niveau local.

Dans cette même logique, notre Groupe a obtenu, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2023, l'ouverture du dispositif de mécénat aux dons consentis par les entreprises et les particuliers au bénéfice des communes forestières, afin d'augmenter les moyens dont elles disposent pour gérer durablement leur forêt.

Antérieurement, le Groupe avait porté une proposition ambitieuse pour mettre à profit la sur-épargne des Français accumulée pendant la crise sanitaire et estimée en mars 2022 par la Banque de France à 175 milliards d'euros. Déposée par le Groupe, la proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux permettrait tout à la fois de

réduire l'endettement public, d'accélérer la transition écologique et de responsabiliser les acteurs locaux. Cette manne exceptionnelle, qui résulte directement de la politique mise en place par le Gouvernement pour protéger les Français, devrait être mobilisée en faveur des ambitions réformatrices que nous nourrissons pour le pays : désendettement de l'État, réindustrialisation des territoires, décarbonation de l'économie, décentralisation des décisions ●



Action parlementaire

Affaires sociales



En matière de santé et de politique sociale, le Groupe poursuit trois objectifs : favoriser l'accès à la santé pour tous les Français, notamment en luttant contre les déserts médicaux, améliorer l'insertion professionnelle et protéger les plus vulnérables. Afin de renforcer l'accès à la santé, il faut améliorer le maillage territorial des professionnels de santé et leur bonne coordination, en favorisant les délégations de compétences.

Lutte contre les déserts médicaux : le défi d'une santé accessible

Notre Groupe a souhaité proposer un texte visant à offrir aux collectivités un outil supplémentaire dans le cadre de la lutte contre les déserts médicaux. Cette proposition de loi a été débattue au Sénat et adoptée à l'Assemblée nationale par voie d'amendement dans la proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels. Ce texte proposait notamment une meilleure répartition de la permanence des soins entre hôpitaux et cliniques, l'extension du contrat d'engagement à d'autres disciplines que la médecine et un meilleur encadrement de l'intérim médical, particulièrement en début de carrière.

Répondre aux enjeux de société pour mieux protéger la santé des Français

Le Groupe a voté en faveur de la gratuité de l'accès à la contraception pour les femmes

âgées de moins de 26 ans, tout en proposant d'étendre cette mesure aux jeunes hommes. Début 2023, le Groupe a également soutenu l'adoption d'un texte confortant la liberté des femmes d'interrompre volontairement leur grossesse.

Le Groupe a rappelé la nécessité de renforcer la formation des professionnels pour mieux détecter et prendre en charge les femmes victimes de violences psychologiques, économiques et/ou physiques, mais également la surveillance et la prise en charge des agresseurs pour éviter les récidives.

Sensible aux besoins particuliers de protection des personnes les plus vulnérables, le Groupe s'est mobilisé lors de l'examen du projet de loi relatif à la protection des enfants adopté en janvier 2022, en s'appuyant sur le rapport « À (h)auteur d'enfants » remis au Ministre le 16 novembre 2021, proposant notamment que chaque enfant de l'aide sociale à l'enfance puisse bénéficier annuellement d'un rendez-vous chez un psychologue, afin de prévenir et détecter les comportements à risque, particulièrement la prostitution.



Si les Sénateurs ont soutenu le remboursement de séances chez un psychologue agréé, ils sont aussi sensibles à la crise que traverse le secteur de la psychiatrie, en particulier de la pédopsychiatrie. Le Groupe s'est ainsi positionné en faveur de la proposition de résolution visant à ériger la santé mentale des jeunes en grande cause nationale et il a proposé qu'un nombre minimum de lits de pédopsychiatrie soit instauré dans chaque département.

Pénurie de médicaments et de vaccins : une mission d'information lancée par le Groupe

Le rapport de cette mission présente des recommandations claires pour sécuriser l'accès des Français aux produits de santé en relocalisant une partie des chaînes de production sur notre territoire. L'épidémie de Covid-19 a nettement montré les limites de notre souveraineté sanitaire et les risques inhérents à notre dépendance dans l'approvisionnement de notre pays en médicaments, vaccins et matériaux de production.

Soutien aux projets de loi sur le plein emploi et sur le partage de la valeur

Notre Groupe a affirmé son engagement en faveur de la valeur travail, tout en souhaitant tenir compte des contraintes qui peuvent freiner le retour vers l'emploi. Il soutient un meilleur accompagnement des personnes les plus éloignées du travail et un encadrement plus ferme des conditions d'attribution du RSA. Notre Groupe est également sensible à donner plus de liberté aux communes et il a ainsi proposé davantage de flexibilité dans le cadre de leurs nouvelles compétences en matière de politique d'accueil du jeune enfant. Le Groupe a aussi soutenu le développement du partage de la valeur en entreprise, avec la mise en place à titre expérimental de la participation dans les entreprises de moins de 50 salariés. Il s'est également prononcé en faveur de la prime de partage de la valeur (dite « Prime Macron ») et l'actionnariat salarié.





Favoriser le retour à l'emploi des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) : Adoption d'une proposition de loi déposée par le Groupe.

En matière d'insertion professionnelle, cette proposition de loi, adoptée au Sénat en avril 2021, autorise de façon expérimentale le cumul entre RSA et revenus du travail pendant 12 mois, durée ramenée à 6 mois en séance publique, contre 3 mois actuellement. L'objectif est de sécuriser les reprises d'activité et la stabilité des aides annexes pour aider les personnes en situation de précarité à retrouver un équilibre économique et financier.

La protection des séniors et la prise en charge de la dépendance est un volet important de l'action du Groupe en matière de politique sociale

Les Sénateurs du Groupe ont proposé d'ouvrir les Pôles d'activités et de soins adaptés des EHPAD aux personnes âgées à domicile souffrant de troubles cognitifs. Pour améliorer de façon effective la prise en charge des personnes âgées dépendantes et les conditions d'exercice des salariés, les Sénateurs du Groupe sont favorables à une augmentation importante de la masse salariale du personnel en EHPAD pour atteindre un niveau d'encadrement global de 0,7 à 0,8 soignant par résident, tout en veillant à la maîtrise des dépenses dans le

contexte lourdement déficitaire de la sécurité sociale. Lors de l'examen de la proposition de loi pour bâtir la société du bien-vieillir, le Groupe a fortement appelé de ses vœux l'instauration d'une loi de programmation pluriannuelle sur le Grand-âge.

Le Groupe souhaite favoriser autant que possible le maintien à domicile, souhait partagé par une majorité des Français, à travers le développement du secteur de l'aide à domicile. Pour des raisons de simplicité et de cohérence, le Groupe a plaidé pour que la fusion entre les différents types de services à domicile (SSIAD, SAAD, SPASAD) devienne facultative. Un amendement proposé par le Groupe a permis d'élargir à l'ensemble des professionnels intervenant à domicile le bénéfice de la carte professionnelle.





Nos Sénateurs saluent la création de la cinquième branche de l'assurance maladie, tout en plaidant pour un financement qui soit à la hauteur des besoins d'adaptation de notre société au vieillissement. Le Groupe a par ailleurs défendu un renforcement des soins palliatifs avec un nombre de lits minimum dans chaque département.

Assurer la pérennité de notre système de retraite

Conscient des réalités démographiques et budgétaires qui pèsent sur la pérennité de notre système de protection sociale et de retraite par répartition, notre Groupe a unanimement soutenu la réforme des retraites portée par le Gouvernement début 2023. Nos Sénateurs ont toutefois souhaité qu'il puisse être adapté aux particularités et à la diversité des parcours professionnels et personnels de nos concitoyens,

en proposant une meilleure prise en compte de la maternité, des carrières longues, de la pénibilité, des aidants et de l'emploi des séniors. A titre d'exemple, la revalorisation de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels ou encore la majoration de durée d'assurance aux parents d'un enfant décédé avant ses quatre ans ont fait l'objet d'une attention toute particulière de nos Sénateurs.

Le Groupe a soutenu les mesures de revalorisations salariales des personnels soignants, médico-sociaux et sociaux. Le Groupe a également voté en faveur de la revalorisation des retraites agricoles, soulignant l'importance d'une application rapide de cette réforme indispensable à l'amélioration du niveau de vie des retraités agricoles, aujourd'hui plongés dans une situation de véritable misère sociale ●





Action parlementaire

Régalien



Régalien

Sur les plans national et local, le Groupe a continué de défendre auprès du Gouvernement un État fort dans ses missions régaliennes.

Une justice plus efficace

Le Groupe a soutenu l'adoption de la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire. Elle comportait diverses améliorations comme la suppression des réductions de peine automatiques, ou encore la limitation de la durée des enquêtes préliminaires, et le renforcement de leur confidentialité. Néanmoins le Groupe a manifesté son opposition aux dispositions qui ont entraîné un affaiblissement du secret professionnel de l'avocat.



Les budgets dédiés à la Justice, à la sécurité intérieure et à l'action extérieure sont essentiels pour garantir l'efficacité des mesures prises par l'État. Le Groupe a ainsi voté en faveur de l'augmentation significative du budget de la justice lors de l'examen de la loi d'orientation et programmation du ministère

de la justice 2023-2027. 1 500 magistrats supplémentaires seront recrutés afin d'améliorer la rapidité du système judiciaire.

Un ordre public assuré

Pour garantir la sécurité de nos concitoyens et le maintien de l'ordre public, la police et la gendarmerie nationale doivent bénéficier des moyens, matériels et humains, leur permettant de faire face à leurs missions et à leur niveau de sollicitation. La persistance de la menace djihadiste, l'augmentation des actions radicales et la perspective des événements sportifs que notre pays accueille, commandent un renforcement significatif des moyens des forces de l'ordre. Les Sénateurs de notre Groupe ont soutenu les augmentations de budget pour les forces de l'ordre comme ils ont soutenu celles prévues pour la Justice.

La survenance à l'été 2023 d'émeutes d'une particulière intensité, prenant notamment pour cible les maires, démontre la nécessité de veiller à ce que force reste à la loi. La rue ne doit jamais l'emporter sur les urnes. Les Sénateurs de notre Groupe ont soutenu l'adoption de la loi renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires. En punissant plus lourdement les auteurs de violence et en assurant un meilleur niveau de protection aux élus locaux, le Groupe a souhaité souligner l'importance de celles et ceux qui constituent la première ligne de notre démocratie.



Préserver nos institutions et les placer au service des Français

Les ingérences étrangères contre notre pays sont de plus en plus nombreuses et virulentes. Notre Groupe a soutenu l'adoption de la proposition de loi visant à mieux lutter contre ce phénomène qui établit un registre des personnes étrangères tentant d'influer sur la vie publique de notre pays. Nos services de renseignement auront désormais la possibilité de détecter et d'entraver les ingérences étrangères.

Le Groupe a également porté une proposition de loi visant à instituer la confidentialité des avis des juristes. Il en va de la souveraineté de notre pays et de l'efficacité de notre système juridique. Nous subissons depuis de trop nombreuses années des procédures extraterritoriales asymétriques,

qui handicapent nos entreprises à l'international. Le legal privilege est une protection dont bénéficient les entreprises notamment anglo-saxonnes mais dont les sociétés françaises sont dépourvues. Le Sénat a adopté cette proposition de loi visant à donner à nos entreprises les moyens de faire jeu égal avec les autres multinationales étrangères.

Le Groupe a soutenu l'adoption du projet de loi Immigration et Intégration. La lutte contre l'immigration illégale et la bonne intégration des immigrés dans notre pays sont deux priorités pour nos concitoyens. Il faut mettre fin aux trafics illégaux qui prospèrent sur les filières clandestines. Le respect des valeurs de la République, le travail et la maîtrise de la langue française sont autant de clefs essentielles à une intégration réussie. La cohésion de notre nation est en jeu.



Régalien

Attentif aux mouvements de la société, le Sénat a examiné plusieurs textes visant à inscrire dans la Constitution la liberté pour la femme d'interrompre volontairement sa grossesse. Les reculs en la matière observés dans plusieurs pays ont suscité le besoin d'une protection supra-législative. Notre Groupe a soutenu l'initiative du Sénat afin que cette inscription ne porte pas atteinte aux équilibres législatifs actuels.

Sur le plan international, les Sénateurs du Groupe défendent une France souveraine qui participe à la résolution des conflits dans le respect du droit international.

Le Groupe a condamné avec la plus grande fermeté l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022. La résolution du Président Malhuret « exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine » a été adoptée par le Sénat le 7 février 2023. Dans ce contexte de guerre, et après le Brexit, la France est désormais le principal pilier de la défense européenne : il est essentiel de veiller à l'entretien de nos forces.

L'attaque du 7 octobre 2023 lancée par le Hamas contre Israël est injustifiable. Les Sénateurs du Groupe ont fermement condamné ces actes de barbarie, qui éloignent la perspective d'une paix durable dans la région. Le Groupe a soutenu

la position de la diplomatie française, reconnaissant à Israël le droit de se défendre tout en appelant à la retenue. Les Sénateurs du Groupe ont rappelé leur attachement à la solution des deux États, seule solution conforme au droit international qui soit à même d'assurer une paix durable.

Dans un contexte de tensions particulièrement fortes, le Groupe a soutenu en 2023 le renforcement indispensable du budget de la défense, tout comme lors de l'adoption de la LPM (Loi de Programmation Militaire) de 2019. Pour garantir l'indépendance et la souveraineté de notre pays, les forces armées françaises, nucléaires et conventionnelles, doivent disposer de l'ensemble des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ●





Action parlementaire

Agriculture



Agriculture

Durant l'examen de la proposition de loi EGalim, le Groupe Les Indépendants a rappelé qu'il était absurde d'opposer agriculture et écologie. Les Sénateurs du Groupe ont également appelé à une meilleure valorisation du travail des agriculteurs. Le Groupe a tenté de favoriser les circuits courts, en s'appuyant notamment sur la restauration collective. Lors de l'étude de la proposition de loi EGalim 2, conscients des lacunes et des limites de la loi précédente, les Sénateurs du Groupe ont encore plaidé en faveur d'une meilleure rémunération des agriculteurs et d'une stabilisation du système agro-alimentaire.

aussi appelée "EGAlim 3", Les Indépendants se sont employés à trouver un équilibre dans l'objectif de produire enfin les bons effets. Ils ont mis en avant les problèmes conjoncturels et structurels que connaît l'agriculture. Ils ont soutenu la nécessité d'un ruissellement concernant l'expérimentation du seuil de revente à perte ainsi que l'exclusion des grossistes du système des pénalités logistiques. Concernant l'avancée des dates de négociations pour 2024, le Groupe a pu exprimer son scepticisme en mettant en avant d'autres leviers pour faire évoluer le cadre d'EGAlim.



Le niveau de vie de nos agriculteurs a été à nouveau au cœur de nos préoccupations lors des discussions sur le texte sur la revalorisation des pensions de retraites agricoles.

En mars 2023, lors des discussions autour de la proposition de loi tendant à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs,

Les Indépendants ont partagé leur vision de l'agriculture : celle d'une activité essentielle au pays et capable de s'engager à plein pour l'économie et l'environnement tout en respectant les spécificités territoriales et en plaidant pour une gestion stratégique de l'eau.



Agriculture

Travaillant en ce sens, les Sénateurs du Groupe ont fait adopter une proposition de loi donnant un cadre juridique à l'agrivoltaïsme, l'agriculture restant l'activité principale. Ce texte a été intégré au sein de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.

Le Groupe a voté majoritairement en faveur de la dérogation concernant l'utilisation des néonicotinoïdes, prévue par le droit européen, en réclamant un encadrement strict, une évaluation annuelle et des moyens au service de la recherche et de l'innovation afin de trouver des alternatives efficaces aux produits phytopharmaceutiques nocifs pour la santé. Les Sénateurs ont salué l'annonce du nouveau plan Ecophyto 2030 ainsi que celle voulant mettre fin aux surtranspositions. Une question au Gouvernement a été posée au sujet de la filière endive et du Bonalan. Ils ont rappelé qu'avant d'interdire, il était nécessaire d'avoir des alternatives efficaces. Ils ont aussi demandé des efforts concernant l'accélération des délais d'obtention d'autorisation de mise sur le marché.

L'activité agricole est grandement fragilisée par le dérèglement climatique et les événements extrêmes qu'il entraîne. Lors du projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture, le Groupe s'est positionné en faveur d'un système assurantiel solide,

efficace et réactif. La France doit se doter d'outils de gestion des risques climatiques qui allient mutualisation, attractivité et qui s'adaptent aux diversités de l'agriculture française. Les Indépendants ont cependant rappelé que la gestion des risques doit contenir davantage de dimensions.

Notre Groupe s'est aussi emparé de la question du foncier agricole ; nos Sénateurs sont à l'origine d'un débat qui a eu lieu en février 2020 intitulé « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? ». Ce fut l'occasion de mettre en lumière les attentes des divers acteurs du monde agricole ainsi que les enjeux autour de ce sujet. Ceci a pu être utilisé dans le cadre de l'examen de la proposition de loi sur le foncier agricole où le Groupe a proposé une vision d'équilibre entre la liberté d'entreprendre et la mise à jour d'une régulation empêchant les excès observés dans les formes sociétaires.





Nos Sénateurs restent persuadés de la nécessité d'une grande loi agricole

Dans cette perspective, certains d'entre eux ont participé aux réflexions menées concernant le pacte-loi d'orientation agricole et seront fortement impliqués dans l'élaboration de ce nouvel outil législatif. Une proposition de loi a été portée par le Groupe et adoptée par le Sénat afin d'associer les épargnants à la transmission des exploitations agricoles. Ce texte a été repris au sein du Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture. Toujours dans ce contexte, le Groupe s'est montré force de propositions lors de l'examen de la proposition de loi pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France. Il a rappelé que l'agriculture était un espoir pour lutter contre le changement climatique, que la recherche et l'innovation étaient indispensables, et donc accompagnées d'investissements bien orientés venant à la fois des secteurs public et privé, et le danger des surtranspositions.

De plus, suite aux manifestations qui ont éclaté au début de l'année 2024, les Sénateurs ont appelé à des solutions efficaces, salué les décisions rapidement prises par le Gouvernement et ont travaillé à des outils pertinents à inscrire dans le Projet de loi d'orientation adopté à l'Assemblée nationale afin de répondre aux attentes des

agriculteurs. Le Groupe a d'ailleurs été le premier à alerter sur la maladie hémorragique épizootique (MHE) et les difficultés qu'elle engendrait pour les éleveurs.

La préservation de l'environnement est l'une des priorités majeures du Groupe

Les dernières années ont été marquées par des événements climatiques extrêmes, ainsi que tout récemment par la guerre en Ukraine, qui ont eu un lourd impact sur notre filière agricole. Le Groupe a eu l'occasion de rappeler le caractère essentiel de l'agriculture française, l'importance de préserver notre souveraineté alimentaire et la nécessité de mieux rémunérer nos agriculteurs ●





Action parlementaire

**Au sein de la commission
des affaires économiques**



Commission des affaires économiques

Le projet de loi ELAN a été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe d'affirmer la nécessité d'une libéralisation progressive du secteur du logement qui soit respectueuse des avancées sociales. Conscient du rôle fondamental du maire dans la réussite de l'aménagement du territoire, notre Groupe a soutenu le maintien de l'avis conforme de ce dernier comme préalable à tout transfert de compétence d'autorisation d'urbanisme. Le logement étant aussi l'un des principaux pivots de la transition énergétique, où les enjeux économiques rejoignent les enjeux écologiques, Les Indépendants ont soutenu la lutte contre les passoires énergétiques et encouragé la rénovation thermique des logements.

Lors des discussions relatives à la loi visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des

grandes opérations d'aménagement, précisant encore l'urgence de la crise du logement, les Sénateurs ont demandé une simplification des règles afin de faciliter l'action. Ils ont salué les sanctions renforcées contre les marchands de sommeil, les outils plus solides pour les élus locaux et les possibilités supplémentaires pour les copropriétés.

Les Sénateurs du Groupe ont fortement soutenu l'adoption de la proposition de loi contre l'occupation illicite des logements. Les squats, trop souvent encouragés par certaines personnalités politiques, portent une atteinte intolérable au droit de propriété de nos concitoyens. Les Sénateurs du Groupe ont voté un renforcement des sanctions pénales pesant sur les squatteurs, afin que les Français ne soient plus privés des fruits de leur travail.





Notre Groupe a continué de défendre une position d'équilibre lors de l'examen du projet de loi Énergie – Climat. Le Parlement a été réintégré dans sa fonction directrice de la politique énergétique de la France, et les Sénateurs ont plaidé en faveur d'un mix énergétique permettant de préserver l'environnement tout en diversifiant nos sources d'énergie. Tout en encourageant le développement des énergies renouvelables, les Sénateurs du Groupe ont rappelé la place indispensable du nucléaire dans le mix

énergétique de la France et ont souligné la nécessité de financements et d'investissements dans cette énergie.

Au cours de l'élaboration de la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires, le Groupe a largement soutenu la suppression de l'objectif, à l'horizon 2035, de réduction de 50 % de la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique. Il a demandé des investissements en direction de la maintenance et de la rénovation du parc nucléaire français ainsi que du développement du nucléaire nouvelle génération. La sûreté, la sécurité et la formation professionnelle ont aussi été encouragées.

L'hydroélectricité, autre source d'énergie bas carbone importante pour le pays, fut l'objet d'échanges nourris. La question des infrastructures est centrale et doit être prise en compte pour la défense de nos intérêts stratégiques, ce que les Sénateurs ont défendu à plusieurs reprises, particulièrement sur le sujet de l'ouverture à la concurrence des barrages. C'est d'ailleurs le point de vue qui a prévalu lors de leur vote en faveur du prolongement de la concession du Rhône attribuée à la Compagnie nationale du Rhône (CNR). L'hydroélectricité a montré ses effets positifs sur l'économie, l'industrie et l'écologie.



Commission des affaires économiques

Le Groupe a présenté une proposition de loi visant à mieux valoriser certaines des externalités positives de la forêt qui a été par la suite adoptée via amendement dans le projet de loi de finances pour 2023. Elle prévoit les dons des personnes physiques et morales aux communes forestières, syndicats et groupements forestiers dans l'objectif d'une gestion durable des forêts communales.

Le Groupe défend une réindustrialisation passant par la décarbonation et la simplification du système d'implantations d'entreprises sur le territoire. Il soutient les initiatives en ce sens à l'image de la loi relative à l'industrie verte. Les Indépendants souhaitent des financements massifs en direction de la réindustrialisation du pays.

Au moment du texte prévoyant la ratification du CETA par le Sénat, le Groupe a rappelé les liens précieux de notre pays et de l'Union européenne avec le Canada, les effets positifs de l'accord grâce à un traité sauvegardant les intérêts européens et ont réaffirmé leur opposition au traité du MERCOSUR, qui lui ne répond pas aux attentes et à la protection des européens ●





Action parlementaire

**Aménagement du Territoire
et Développement durable**



Dès sa création, le Groupe Les Indépendants a marqué son attachement à la question environnementale en la traitant de manière transversale. Pour les Sénateurs un aménagement du territoire répondant aux attentes des citoyens et respectant l'environnement passe par un dialogue efficace entre l'État et les territoires. Le Groupe défend l'idée d'une écologie libérale de progrès où les solutions résident dans l'innovation et les investissements bien dirigés.



Les Sénateurs se sont positionnés très tôt pour faire de notre relance post-Covid un outil de transition. C'est dans cette optique qu'ils ont abordé le projet de loi « Climat et Résilience » pour lequel ils ont eu la volonté d'apporter du réalisme afin qu'une application au sein des territoires soit possible. Le Groupe a travaillé à l'amélioration des dispositifs prévus pour lutter contre l'artificialisation des sols. Les Sénateurs ont souhaité trouver des équilibres plus fins prenant en compte les spécificités, les besoins et les efforts déjà fournis par les territoires dans ce domaine.

Ainsi, ils se sont engagés fortement au cours de l'élaboration de la loi visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux. Ce travail, initié par le Sénat, a été l'occasion de rappeler que l'objectif du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols n'était pas remis en cause. Le but étant plutôt d'aider les élus locaux dans la mise en pratique de cet objectif. Les Sénateurs ont défendu une harmonisation du ZAN avec les autres politiques publiques, notamment industrielle, ainsi que le fait qu'il n'oppose pas les territoires. Le Groupe reste très attentif à la mise en œuvre de cet objectif en pratique ainsi qu'à l'adoption du volet réglementaire.



Lors de la Loi d'Orientation des Mobilités dite "LOM", le Groupe a apporté son soutien aux nouvelles mobilités. Les Sénateurs considèrent que l'intermodalité et la multimodalité sont des solutions intéressantes et ont encouragé le recours aux transports fluvial et maritime. Des regrets ont été émis sur le volet hydrogène manquant d'ambition. Le Groupe s'est positionné en faveur de financements et d'investissements mieux encadrés dans la loi, ce qui n'a malheureusement pas été entendu. Plus récemment, les Sénateurs du Groupe ont soutenu la mise en place des services express régionaux métro-

politains en prônant flexibilité et moyens financiers.

Plus largement, le Groupe a encouragé le ferroviaire et une concurrence libre et loyale concernant le transport de voyageurs. Il s'est montré favorable à l'ouverture à la concurrence du réseau de bus RATP dans des conditions saines, apaisées et surtout préparées. Les usagers ont été au centre des préoccupations du Groupe, qui a aussi fait adopter une proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens. Tout en ne remettant pas en cause ce droit à valeur consti-

tutionnelle, le texte permet la continuité du service public, en améliorant notamment l'information des voyageurs, des institutions et des entreprises. Cette position a été une nouvelle fois tenue lors des discussions sur la proposition de loi relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic et sur celle concernant la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève où ils ont rappelé l'importance de la proportionnalité et des équilibres.



La loi relative à l'économie circulaire et contre le gaspillage fut l'occasion pour les Sénateurs de relever l'urgence de la situation de la gestion des déchets. Ils ont mis en avant la responsabilité de tous les acteurs (État, collectivités, industriels et consommateurs). Ils ont soutenu le principe du pollueur-payeur et le régime de la responsabilité élargie du producteur dont ils souhaitent une application universelle. Le Groupe a abordé les possibles difficultés de gestion de consignes pour les collectivités, l'importance de mettre fin aux dépôts sauvages, le recyclage du plastique et la fin de son usage unique. De plus, suite aux récentes mises en cause des per- et polyfluoroalkylées (PFAS), les Sénateurs souhaitent voir la création sous la prochaine mandature d'un cadre européen avec des contours d'interdiction définis et des alternatives indispensables aux industries européennes.

Lors de l'examen du projet de loi Énergie – Climat, les Sénateurs ont plaidé pour un bouquet énergétique décarboné où les énergies se complètent. Les Sénateurs ont encouragé le développement des énergies renouvelables tout en précisant les problématiques futures du nucléaire et les solutions envisagées. Une attention particulière a été portée à l'hydrogène, que le Groupe regrette de ne pas voir mieux exploité. Concernant le biogaz, un rappel a été fait sur l'importance de la filière agricole et son potentiel futur. D'autres sujets ont été

portés : la fixation du budget carbone par la loi ; le rôle de nos territoires et de nos entreprises ; l'établissement par le Parlement des objectifs et de la stratégie à venir pour la rénovation énergétique des bâtiments.

La place des élus locaux et la solidarité entre territoires est une des clefs de voûte de la vision du Groupe. Ceci a été rappelé à plusieurs reprises, notamment lors de la proposition de loi concernant la réforme du régime de catastrophes naturelles. Le Groupe a réaffirmé l'importance de l'urgence climatique et les impacts multiples qui en découlent. Les débats sur la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ont permis de défendre la nécessité d'une simplification, une relation plus forte entre État et collectivités et une autonomie des territoires.





La promotion d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, le respect des engagements de l'accord de Paris par la France, la lutte contre les passoires thermiques sont autant de sujets dont le Groupe s'est saisi. La biodiversité et sa défense ont également été abordées avec un travail important lors de la création de l'Office Français de la Biodiversité. Les Sénateurs se sont prononcés sur l'empreinte environnementale du numérique rappelant que le numérique était un atout dans la transition et vers la neutralité carbone, mais qu'il fallait développer sa sobriété.

Lors de l'élaboration de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies

renouvelables, le Groupe a pu faire un apport de taille en incluant sa proposition de loi construisant un cadre juridique pour l'agrivoltaïsme. Les Indépendants ont soutenu le rôle essentiel des élus locaux et des collectivités territoriales dans le déploiement des EnR. Ils ont particulièrement attiré l'attention sur le raccordement ainsi que sur la problématique du stockage d'énergie. Ils ont rappelé que les énergies renouvelables et le nucléaire devaient être appréhendés comme des forces complémentaires au sein du bouquet énergétique français. Sur le volet nucléaire, le Groupe a soutenu la création de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR) en s'assurant qu'une distinction entre expertise et prise de décision était effective et que les personnels soient préservés ●





Action parlementaire

Union

européenne



Le Groupe Les Indépendants place l'exigence d'Union européenne au centre de ses réflexions et de ses choix politiques.

Le Groupe défend une France active dans une Union européenne dynamique, souveraine et puissante au service des citoyens. Avant les élections européennes de juin 2024, il a alerté face à la montée des populistes et les conséquences dangereuses que cela entraînerait en Europe. Les résultats du scrutin furent l'occasion d'appeler à nouveau à la réforme de l'Union et son approfondissement. Face à la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, Les Indépendants prônent la solidarité et la souveraineté de l'UE.

Ils condamnent fermement la guerre d'agression menée par la Russie et notamment les crimes de guerre. Ils soutiennent la réaction européenne face au conflit israélo-palestinien. Durant la crise énergétique de l'hiver 2022-2023, le Groupe s'est déclaré en faveur du découplage du prix du gaz et de l'électricité. Alors que les craintes sur la compétitivité européenne se faisaient jour, Les Indépendants ont soutenu une réponse

industrielle verte européenne forte à la loi Inflation Reduction Act américaine. L'utilisation de l'intelligence artificielle s'étant fortement accélérée, ils ont appelé de leurs vœux un « Pacte sur l'IA » protecteur.

Les négociations ainsi que les renégociations récentes du Cadre Financier Pluriannuel actuel furent l'occasion de rappeler la position du Groupe avec un budget renforcé, notamment à l'endroit des nouvelles politiques européennes ; des politiques historiques suffisamment

équipées ; un système de ressources propres effectif ; la suppression des rabais. Le Groupe, tout en soutenant

l'emprunt commun et voyant arriver de nouvelles négociations pour le prochain CFP, a rappelé la nécessité de remboursement et l'importance de nouveaux outils pour le faire.



Union européenne

Le Brexit est un point toujours en surveillance. Depuis la signature de l'accord, le Groupe reste très attentif à sa bonne application. Les Sénateurs ne manquent pas de mettre en lumière les blocages autour de la pêche, des ports et transports, au sujet des vagues migratoires ou encore de l'application du protocole Nord irlandais et du nouvel accord de Windsor de 2023.



Le Groupe a apporté son soutien dès l'ancienne mandature aux nouveaux objectifs européens en matières environnementale et numérique. Au premier rang desquels l'ambition de neutralité carbone à l'horizon 2050, la nécessité de se doter d'un mécanisme carbone aux frontières de l'Union ou encore les évolutions prévues dans le DSA (Digital Services Act) et le DMA (Digital Markets Act). L'équilibre avec les politiques historiques est aussi au cœur des préoccupations. Ainsi, les Sénateurs ont rappelé que la souveraineté agricole passait par une PAC solide et revue après les manifestations des agriculteurs français et européens. À ce titre, ils ont demandé une révision de la stratégie Farm to Fork.

Le Groupe continue de défendre la place du nucléaire dans la taxonomie verte européenne, le développement des énergies renouvelables et une réforme du marché intérieur de l'énergie. Un travail de réflexion a été effectué en direction de la jeunesse, notamment d'Erasmus + et de la lutte contre le cyberharcèlement. Le Groupe a aussi porté un rapport sur l'amélioration de la mobilisation des fonds européens. Il a souligné à plusieurs reprises son attachement à éviter les surtranspositions dans le droit national, dernièrement spécifiquement concernant les néonicotinoïdes dans le secteur agricole.



Union européenne

Le Groupe a abordé d'autres sujets variés en gardant à l'esprit la vision d'une Europe unie, déterminée et indépendante.

Les Sénateurs ont salué l'annonce d'une politique industrielle européenne en précisant rester attentifs à sa mise en œuvre et à la nécessité d'une révision des règles de concurrence.

Le Groupe a alerté sur l'importance d'une réponse claire et unique à l'endroit de la Chine, de la Turquie et de la Russie, et la nécessaire boussole stratégique. Il a renouvelé son soutien à une politique et une industrie de la défense européennes, à un approfondissement de l'Union économique et monétaire, à l'extension du vote à la majorité qualifiée ainsi qu'à une refonte du processus d'adhésion à l'Union européenne.

Les Indépendants ont évoqué le risque réel de fragmentation de l'UE, conséquence de la difficulté à trouver une réponse commune à la question migratoire en suggérant un équilibre entre responsabilité et solidarité.

Ils restent attentifs aux prochaines étapes concernant le Pacte européen sur la migration et l'asile adopté, en particulier sur sa mise en pratique.

Enfin, conscient de l'importance d'un tel temps fort, le Groupe Les Indépendants a soutenu la Présidence française du Conseil de l'Union européenne et souligné les avancées significatives qui en ont résulté. Après les dernières élections européennes, le Groupe souhaite qu'un plan stratégique efficace et clair soit mis en place pour le prochain mandat. Il a aussi soutenu les candidatures aux « top jobs » ●



FRANCE22
PRÉSIDENCE FRANÇAISE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE



Action parlementaire

Culture, Éducation,

Communication, Sport



Culture : développement et transmission du patrimoine.

En favorisant la diffusion des œuvres artistiques et l'accès à la création sur l'ensemble du territoire et parmi tous les publics, il s'agit non seulement de transmettre, mais aussi de renouveler un héritage qui nous rassemble. En accord avec cette ligne, le Groupe a encouragé le développement du mécénat auprès des collectivités territoriales. Dans le même sens, le Groupe a appelé de ses vœux la création de nouveaux dispositifs d'accompagnement des communes pour la préservation de leur patrimoine historique. Le Groupe a également souhaité ouvrir le mécénat culturel à l'art numérique afin de démocratiser l'accès à l'offre culturelle. Les Sénateurs du Groupe ont soutenu le texte visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine dont l'application permettra de protéger et valoriser le patrimoine remarquable local, constitutif de la richesse et de l'identité culturelle de notre pays.

Concernant les industries culturelles, le Groupe soutient le dynamisme et la diversité des productions françaises, avec une attention particulière pour l'accès à la Culture et aux outils de création en milieu rural. Le Groupe a souligné l'importance de la dimension décentralisatrice des politiques publiques en faveur des industries culturelles. Les Sénateurs partagent la

conviction que nous devons soutenir l'ensemble des écosystèmes culturels qui font rayonner notre patrimoine ainsi que l'accès à la Culture dans tous les territoires, urbains comme ruraux.

En matière de cinéma, le Groupe a salué la reconduction du crédit d'impôt pour les dépenses de production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles puisque ce dispositif attire dans notre territoire d'importantes productions et investissements étrangers. Les Sénateurs ont également salué l'adoption définitive du projet de loi relatif à la restitution des biens culturels ayant fait l'objet de spoliations dans le contexte des persécutions antisémites perpétrées entre 1933 et 1945 et ont rappelé qu'il s'agissait d'une loi de dignité essentielle, pour répondre aux injustices du passé.





Éducation : une école qui protège et forme les citoyens de demain.

La question du vivre ensemble reste l'élément central de l'action du Groupe en matière de politique éducative : le lancement d'une mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement. En témoigne la remise du rapport de la mission d'information lancée par le Groupe qui a été suivie d'un débat dans l'hémicycle, afin de mobiliser l'ensemble de la société contre ce fléau, en proposant notamment de faire de la lutte contre le harcèlement à l'école une grande cause nationale. Le Groupe a continué à interpeller le Gouvernement sur les résultats et les perspectives des mesures de prévention face au harcèlement scolaire et poursuit cet engagement.

Un système éducatif performant, inclusif et réactif représente à la fois un puissant levier d'émancipation individuelle et de progrès social.

L'action du Groupe s'inscrit dans la volonté d'offrir à tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographique et sociale, des moyens d'apprentissage modernes et adaptés aux besoins du marché du travail. Les Sénateurs du Groupe ont voté en faveur de la proposition de loi pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité, et salué l'accroissement de l'autonomie et de la capacité d'initiative données aux établissements scolaires dans ce texte.

Pour garantir la lisibilité, la compréhension et la richesse de notre langue, le Groupe a également soutenu l'interdiction de l'usage de l'écriture inclusive dès que le droit exige l'usage du français, notamment dans le cadre de l'enseignement. Les Sénateurs se sont engagés sur ce sujet de société important, avec la conviction qu'il est nécessaire de préserver notre langue et sa grammaire des dérives idéologiques.

Les Sénateurs se sont positionnés à plusieurs reprises en faveur du respect de l'ordre, de la laïcité, de l'égalité des chances et de la lutte contre l'antisémitisme à l'Université. Le Groupe s'est exprimé sur les problèmes d'orientation scolaire rencontrés par les élèves et étudiants. Il importe en effet de redoubler d'efforts pour anticiper dès le collège la procédure d'orientation future des élèves dans l'enseignement supérieur et d'éviter les erreurs de parcours coûteuses pour l'étudiant, comme pour la société. Dans le même esprit, lors d'un débat dédié au bilan de la plateforme d'orientation scolaire Parcoursup, le Groupe a appelé à mieux prendre en compte la fracture territoriale, afin que la plateforme contribue davantage à la réduire. Le Groupe s'est prononcé en faveur d'une hausse de la transparence des critères et de la rapidité d'examen des dossiers sur Parcoursup, en soulignant le fait que la longueur de la procédure génère de l'incertitude, de la défiance et de l'inquiétude pour les familles.

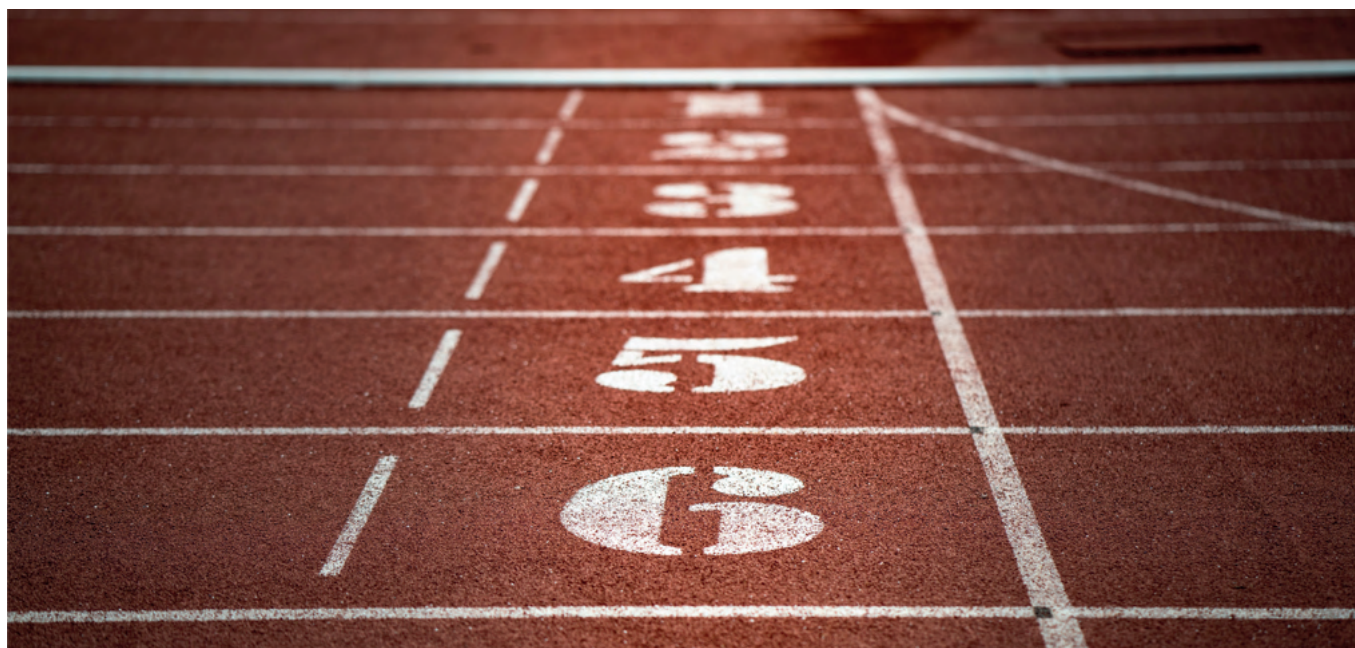


Sport : vecteur de santé et de cohésion nationale.

Lors des discussions portant sur la proposition de loi visant à démocratiser le sport en France, le Groupe a encouragé le sport-santé, en proposant d'étendre les prescriptions de séances d'activités adaptées aux personnes âgées afin de prévenir et limiter la perte d'autonomie. Par ailleurs, le Groupe est à l'origine d'une mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, dont les conclusions ont été publiées en septembre 2020.

Au cours de l'année 2024, année des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, le Sport a été au cœur des réflexions parlementaires. Les Sénateurs ont profité de

la tenue d'un débat sur les violences associées au football pour appeler à l'envoi d'un signal de fermeté face à la hausse des actes de violence dans les stades et à leurs abords qui se sont multipliés. Le Groupe a également salué l'adoption de la proposition de loi visant à renforcer la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport, en rappelant au sein de l'hémicycle le fait qu'un sportif sur dix assure avoir été victime d'agressions sexuelles durant sa carrière. Cela a été l'occasion de souligner l'importance pour l'État de protéger les jeunes en assurant un contrôle renforcé des animateurs et intervenants ●





Action parlementaire

Numérique

et innovation



Numérique et innovation



Dans la continuité de leurs travaux sur l'Intelligence Artificielle (IA) menés en octobre 2017, les Sénateurs du Groupe n'ont pas cessé de prêter attention au domaine du numérique. Ils ont ainsi encouragé le Gouvernement à soutenir la recherche publique et privée dans cette filière. Ils estiment indispensable que l'Union européenne parvienne à développer ses propres outils : la France a de nombreuses ressources en la matière et devrait jouer un rôle moteur.

En ligne ou hors-ligne, la loi doit être la même.

Le numérique est une technologie formidable mais il n'est pas question d'accepter qu'il crée des espaces hors la loi. Les Sénateurs ont soutenu un renforcement des mesures de lutte contre la haine en ligne, en veillant à ce que les géants du numérique soient les acteurs de cette lutte. Les Sénateurs du Groupe ont également soutenu l'adoption du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique. Ce texte améliorera sensiblement la lutte contre les contenus pédocriminels et terroristes mais également contre les abus de positions dominantes.

Le Groupe a toujours été attentif au respect du droit par les réseaux sociaux, il l'est d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un réseau soumis à un pouvoir autoritaire. Les conclusions de la commission d'enquête sur TikTok initiée par le Président Malhuret sont très claires : la plateforme chinoise manque à beaucoup de ses obligations et son inféodation à la dictature est inquiétante.



Numérique et innovation

"Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France" : une mission d'information lancée par le Groupe.

Quelle stratégie la France doit-elle adopter pour préserver et cultiver son vivier d'innovations ? L'incapacité à produire un vaccin contre la Covid a constitué un traumatisme pour notre pays, qui craint de sombrer dans un décrochage scientifique irréversible. À cet égard, la France semble encore accuser un retard important vis-à-vis de ses voisins européens, qu'elle peine toujours à combler.

Pourtant, la recherche française, et singulièrement la recherche fondamentale,

continue de livrer d'excellentes nouvelles, comme en témoigne par exemple l'attribution des Prix Nobel, qui récompense régulièrement des chercheurs tricolores.

Aussi, le diagnostic pessimiste est à préciser : plutôt qu'un décrochage scientifique, il s'agit plutôt d'une incapacité de la France à transformer l'essai de l'innovation ●



**Nos propositions de loi
et débats inscrits à
l'ordre du jour du Sénat**

53

**Nos missions d'information
/ Commission d'enquête**

63

Rapports législatifs

64



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Créer une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales

ADOPTÉE

Fev.
24

Déposée par Dany Wattebled et Marie-Claude Lermytte cette proposition de loi a pour objectif d'exonérer certaines communes rurales de la participation financière minimale dans la réalisation de projets essentiels pour ces territoires.

La loi dispose que les collectivités, lorsqu'elles sont maîtres d'ouvrage, doivent participer à hauteur de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Toutefois, des dérogations peuvent s'appliquer. Le préfet de département a la charge d'accorder ces dérogations, notamment si la participation minimale est disproportionnée au vu de la capacité financière du maître d'ouvrage. C'est bien souvent le cas pour les communes rurales. Pourtant, les dérogations à cette règle ne sont pas appliquées, mettant à l'arrêt de nombreux projets.

ADOPTÉE

Fev.
24

Garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise

Louis Vogel a déposé une proposition de loi afin d'instaurer et encadrer la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise.

Les juristes d'entreprise français doivent mettre en œuvre des obligations de conformité toujours plus nombreuses et donc pouvoir alerter les cadres dirigeants sur les risques juridiques. Ils doivent aussi éviter le risque d'auto-incrimination de leur entreprise.

Cette situation nuit à la compétitivité de nos entreprises et à l'attractivité de la France. La reconnaissance de la confidentialité participe au renforcement de l'intérêt général et du principe de bonne administration de la justice.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Associer les épargnants dans la transmission des exploitations agricoles

ADOPTÉE

Oct.
23

Le texte déposé par Vanina Paoli-Gagin vise à instaurer et encadrer la maîtrise du foncier agricole en France.

La disparité des prix des terres agricoles entre la France et ses pays voisins facilite l'acquisition des terres françaises par des capitaux étrangers. Cette situation nuit à notre souveraineté alimentaire et économique.

La reconnaissance et la mise en place des Groupements Fonciers Agricoles d'Investissement participent au renforcement de l'intérêt général et du principe de souveraineté nationale.

Mars
23

Renforcer les outils des collectivités pour lutter contre les déserts médicaux

Avec cette proposition, Dany Wattebled souhaite rendre possible la mise à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des cabinets médicaux et des centres de santé situés dans un désert médical comme une solution temporaire pour soutenir les médecins désirant s'installer dans ces territoires.

Après avoir été adopté en Commission des Affaires sociales, sur proposition du Rapporteur Daniel Chasseing, le texte n'a pas été adopté en séance.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Protéger les locataires vivant dans un logement indécent

Mars
23

Le texte déposé par Jean-Louis Lagourgue a pour objectif d'inciter plus fortement les bailleurs à mettre en conformité leurs logements en consignnant les loyers jusqu'à la réalisation des travaux. Mise en place d'une expérimentation de ce dispositif à La Réunion jusqu'à fin 2026, permettant ainsi une application rapide et un recueil des données utiles au perfectionnement du dispositif.

La proposition de loi n'a pas été adoptée en séance.

ADOPTÉE

Déc.
22

Proposition de résolution :
Pour un soutien plein et entier à l'Ukraine

La proposition de résolution déposée par Claude Malhuret entend condamner la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appeler au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine. Parce que cette guerre est une violation inacceptable du droit international et des droits de l'Homme, qu'elle est une négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Gouvernement français et l'Union européenne doivent prendre toutes mesures en leur pouvoir pour faire cesser la souffrance des Ukrainiens.

Plusieurs Parlements se sont déjà saisis en votant des résolutions allant dans ce sens. Il était important que le Sénat fasse de même.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Pour le développement de l'agrivoltaïsme

ADOPTÉE

Oct.
22

Auteurs : Jean-Pierre Decool, Pierre-Jean Verzelen, Pierre Médevielle, Daniel Chasseing et Vanina Paoli-Gagin.

Objectif : Organiser de façon réaliste le développement nécessaire de l'agrivoltaïsme, son accompagnement et son encadrement.

Notre Groupe a particulièrement salué la conservation, dans le projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, de plusieurs dispositions défendues par nos Sénateurs afin de reprendre la proposition de loi de notre Groupe au sein de ce projet de loi.

ADOPTÉE

Oct.
22

Valoriser certaines
des externalités positives de la forêt

Cette proposition de loi déposée par Vanina Paoli-Gagin a pour objectif de rendre possible les dons des personnes physiques et morales aux communes et aux syndicats intercommunaux de gestion forestière dans l'objectif d'une gestion durable de leurs forêts certifiées.

Notre Groupe a salué la conservation dans le projet de loi de finances pour 2023 des amendements proposés par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin reprenant les dispositions de sa proposition de loi. Les propositions de notre Groupe en faveur d'une gestion durable des forêts sont donc désormais dans la



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Innovation et pénurie de champions industriels

Oct.
22

À la suite de la publication du rapport du Sénateur Vanina Paoli-Gagin "Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France", fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 6 octobre 2022 pour explorer les réponses à apporter afin de renforcer l'innovation dans notre pays.

ADOPTÉE

Nov.
21

Mettre l'administration au service des usagers

Déposée par Dany Wattebled, cette proposition de loi a pour objectif de donner vigueur et effectivité au principe d'ordre législatif selon lequel le silence gardé par l'administration vaut acceptation (SVA) de la demande formulée par le citoyen et ainsi à limiter les exceptions à ce principe selon lequel le silence vaut acceptation, c'est-à-dire diminuer le nombre de procédures selon lequel le silence vaut rejet.

ADOPTÉE

Présence parentale auprès d'un enfant malade

Nov.
21

Déposée par Jean-Pierre Decool, cette proposition de loi vise à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu. Elle propose de modifier le droit en vigueur concernant le nombre maximum de jours de Congé de Présence Parentale (CPP) et d'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP). Cette proposition a été adoptée dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale puis promulguée au Journal Officiel le 16 novembre 2021.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Lutter contre le harcèlement scolaire

Oct.
21

À la suite de la publication du rapport de Colette Mélot "Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter", fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 7 octobre 2021 pour évoquer les recommandations concrètes de la mission d'information pour lutter contre le harcèlement scolaire, et son volet cyber.

Mai
21

Écriture inclusive :
langue d'exclusion ou exclusion de la langue

Ce débat à l'initiative de Jean-Pierre Decool vise à aborder la question de l'écriture inclusive, une pratique linguistique controversée qui cherche à féminiser la langue française. En soulignant l'évolution naturelle et historique de la langue, Jean-Pierre Decool a exprimé ses réserves quant à l'impact de l'écriture inclusive sur l'usage quotidien et l'apprentissage de la langue. Il a appelé à une réflexion approfondie sur cette pratique, tout en réaffirmant l'importance des principes républicains de Liberté, Égalité et Fraternité.

Associer Taïwan aux travaux
des organisations internationales

ADOPTÉE

Avr.
21

Cette proposition de résolution déposée par Joël Guerriau vise à souligner l'importance de l'inclusion de Taïwan au sein des organisations internationales. La paix et la prospérité de cette région sont importantes pour l'ensemble du monde. Nous devons travailler ensemble à la préserver.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

ADOPTÉE

Favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

Avr.
21

Déposé par le Président Claude Malhuret, ce texte a été adopté en séance publique au Sénat. Le dispositif de cette proposition de loi permettrait aux allocataires du RSA de cumuler pendant neuf mois le RSA et les revenus d'une activité salariée dans une entreprise du Département participant à l'expérimentation ; le but étant de favoriser le retour à l'emploi durablement et de faire cohabiter le monde économique et social. Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du projet de loi pour le plein emploi qui poursuit ce même objectif.

Nov.
21

Orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux

Après le rejet en séance de l'article 1er, Vanina Paoli-Gagin a retiré la proposition de loi de l'ordre du jour du Sénat, considérant le texte comme « vidé de sa substance ». Il avait pour objectif de permettre aux territoires d'investir pour développer et moderniser les infrastructures de leur choix, notamment de stimuler le développement industriel et économique local tout en accélérant la transition écologique. Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du projet de loi relatif à l'industrie verte qui poursuit ce même objectif.

La forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux

Nov.
21

Notre Groupe avait choisi de mettre en lumière lors de ce débat la détresse de la forêt française confrontée à de multiples crises, et avec elle celle des élus locaux, acteurs de la gestion durable et territorialisée de la stratégie forestière française. Notre Groupe a ensuite poursuivi son travail sur ce sujet avec la proposition de loi du Sénateur Vanina Paoli-Gagin pour une gestion durable des forêts certifiées.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Les contenus haineux sur Internet, en ligne/hors-ligne, la loi doit être la même

Nov.
20

Le Groupe a souhaité organiser ce débat afin de rappeler son attachement au respect, sur les réseaux sociaux, des lois qui précisent l'exercice de la liberté d'expression, et d'appeler à trouver des solutions qui responsabilisent les acteurs concernés, aussi bien les plateformes que les utilisateurs. Dans le même objectif, le Président Claude Malhuret avait fait adopter un amendement au Sénat visant à rendre responsables les plateformes des contenus qu'elles diffusent sur le projet de loi confortant le respect des principes de la République.

Fév.
20

ADOPTÉE

Simplification et modernisation de la propagande électorale

Déposée par Emmanuel Capus, cette proposition de loi vise à optimiser l'affichage électoral en permettant aux candidats de déclarer s'ils souhaitent bénéficier d'un panneau, réduisant ainsi le gaspillage et les complications logistiques pour les municipalités.

Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?

Fév.
20

Initié par Frank Menonville, ce débat au Sénat vise à évaluer et moderniser les outils de régulation du foncier agricole en France. Ce dernier met en lumière les défis actuels liés à la structuration des exploitations agricoles, la progression des formes sociétaires, et les enjeux de transmission du foncier. Il appelle à une réflexion sur la redéfinition du statut de l'exploitant agricole et à un ajustement législatif pour préserver l'autonomie et la souveraineté agricole et alimentaire du pays, tout en limitant la financiarisation croissante du foncier.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Réguler l'hyperfréquentation dans les sites patrimoniaux

ADOPTÉE

Nov.
19

Déposée par Claude Malhuret, cette proposition de loi vise à répondre aux défis croissants posés par l'hyperfréquentation touristique en France. Cette initiative propose la création d'une police spéciale permettant aux maires de réguler l'accès et de protéger ces lieux de manière proactive, tout en favorisant une gestion durable et équilibrée des flux touristiques.

Nov.
19

Permettre à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil

Cette proposition de loi a été examinée par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées mais a finalement été retirée de l'ordre du jour de la séance publique du 21 novembre 2019 car ses dispositions ont été satisfaites.

Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et communautaires

ADOPTÉE

Mai.
19

Déposée par Alain Marc, cette proposition de loi vise à renforcer la coordination entre les conseils municipaux et les conseils communautaires suite aux difficultés apparues après la réforme de 2013 sur la désignation des conseillers communautaires. La proposition introduit notamment la possibilité pour le maire de siéger au conseil communautaire, tout en autorisant le conseil municipal à désigner un autre membre en son absence.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Le mécénat territorial au service des projets de proximité

Mai.
19

Déc.
18

ADOPTÉE

Obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens

Emplois non pourvus en France :
quelles réponses ? quelles actions ?

Déc.
18

Déc.
18

ADOPTÉE

Accès aux défibrillateurs cardiaques

Utilisation des caméras mobiles
par les autorités de sécurité publique

ADOPTÉE

Déc.
18

Déc.
18

Intelligence artificielle,
enjeux économiques et cadres légaux

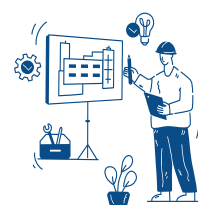
Utilisation des caméras mobiles
par les autorités de sécurité publique

Déc.
18



Nos missions d'information / Commission d'enquête

Architectes des bâtiments de France (ABF) : périmètre et compétences | Rapport de **Pierre-Jean Verzelen**, Sénateur de l'Aisne, présenté le 23 septembre 2024 : « Les architectes des bâtiments de France face aux contraintes économiques et aux défis de la transition énergétique et environnementale de notre patrimoine »



Utilisation du réseau social TikTok, exploitation des données et influence | Rapport de Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier, présenté le 6 juillet 2023, « La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises », fait au nom de la Commission d'enquête.

Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française | Rapport de Vanina Paoli-Gagin, Sénateur de l'Aube, présenté le 8 juin 2022, « Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France »



Harcèlement scolaire et cyberharcèlement | Rapport de Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, présenté le 22 septembre 2021 : « Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter »

Fonctionnement et organisation des fédérations sportives | Rapport d'Alain Fouché, Sénateur de la Vienne, présenté le 8 septembre 2020 : « Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives »



Pénurie de médicaments et de vaccins | Rapport de Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, présenté le 27 septembre 2018 : « Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament »

Rapports Législatifs



Session 2023 - 2024

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement ».

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France.

Fait par Claude Malhuret au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France.

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2024 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2022 - 2023

Proposition de loi relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi visant à permettre une gestion différenciée de la compétence "Eau et Assainissement".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de résolution invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix entamé par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi en faveur du développement de l'agrivoltaïsme.

Fait par Franck Menonville au nom de la Commission des Affaires économiques, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2023 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde".

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2021 - 2022

Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2022 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2021 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2020 - 2021

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Sur le projet de loi de finances pour 2021 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2020 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2019 - 2020

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler "l'hyper-fréquentation" dans les sites naturels et culturels patrimoniaux.

Fait par Jérôme Bignon au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, et la République d'Arménie.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2020 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2018 - 2019

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens.

Fait par Alain Fouché au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire,

texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2019 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2017 - 2018

Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information du public à l'élaboration de décisions ayant une incidence sur l'environnement.

Fait par Alain Fouché au nom de la Commission de l'Aménagement du territoire et du développement durable, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n°184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du

Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2018 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2017 - 2018

Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information du public à l'élaboration de décisions ayant une incidence sur l'environnement.

Fait par Alain Fouché au nom de la Commission de l'Aménagement du territoire et du développement durable, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n°184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du

Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2018 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports d'information



Session 2023 - 2024

Les architectes des bâtiments de France face aux contraintes économiques et aux défis de la transition énergétique et environnementale de notre patrimoine

Fait par Pierre-Jean Verzelen au nom de la Mission d'information sur les Architectes bâtiments de France

Redonner du souffle aux "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école" pour améliorer la santé des élèves

Fait par Laure Darcos au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et du Sport

Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation)

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des finances

Décarbonation du secteur de l'aéronautique.

Fait par Pierre Médevielle au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Femmes et IA : briser les codes.

Fait par Laure Darcos au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Négociations salariales et smicardisation : faux débat, vrai problème.

Fait par Corinne Bourcier au nom de la Commission des Affaires sociales.

Rapports d'information



Session 2022 - 2023

Les entreprises adaptées : des ambitions prometteuses mais des réformes encore inabouties.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

L'Égypte, porte d'entrée de la France dans les crises du Moyen-Orient.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Transformer les ressources humaines des armées : définir un modèle en cohérence avec nos ambitions stratégiques.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises.

Fait par Claude Malhuret au nom de la Commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données et sa stratégie d'influence, lancée à l'initiative de notre Groupe

Viellir en Martinique : quelle politique pour faire face à l'accroissement des besoins ?

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires sociales

Bilan du financement de la loi orientation et réussite des étudiants (ORE).

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

L'exploitation des ressources spatiales : un défi technique, un enjeu stratégique, une opportunité économique.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Rapports d'information



Session 2021 - 2022

Les missions locales : plus que jamais indispensables à l'heure de la Covid-19.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

L'avenir du corps diplomatique.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Soutien de la politique de la défense.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Insécurité à Mayotte : conjurer le sentiment d'abandon des Mahorais.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité.

Fait par Pierre Médevielle au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Mission d'information intitulée "Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française", à l'initiative du Groupe

Rapports d'information



Session 2020 - 2021

Grand Paris Express : des coûts à maîtriser, un financement à consolider.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Allégations nutritionnelles et de santé : pour une application effective de la réglementation.

Fait par Pierre Médevielle au nom de la Commission des Affaires européennes

Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter.

Fait par Colette Mélot au nom de la Mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement, à l'initiative du Groupe

Optimisation de la gestion de l'immobiliser universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique.

Fait par Pierre-Jean Verzelen au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Rapports d'information



Session 2019 - 2020

Les collectivités territoriales face au Covid-19.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives.

Fait par Alain Fouché au nom de la Mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, à l'initiative du Groupe

L'Inde, un partenaire stratégique.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union européenne.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin.

Fait par Claude Malhuret et ses collègues au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

L'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication

Plan de relance de la Commission des Affaires économiques (Tome III).

Fait par Franck Menonville au nom de la Commission des Affaires économiques

10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire : premiers constats.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois

Mieux organiser la Nation en temps de crise.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Covid-19 : deuxième rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports d'information



Session 2018 - 2019

Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019.

Fait par Jérôme Bignon au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques

L'inspection du travail : un modèle à renforcer.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires.

Fait par Alain Fouché au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Colombie : une paix fragile.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées



Session 2017 - 2018

Les maisons de l'emploi : renforcer leur gouvernance et pérenniser leur financement pour une politique territoriale de l'emploi vraiment efficace.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament.

Fait par Jean-Pierre Decool au nom de la

Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins, à l'initiative du Groupe

Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ?

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes



Rencontres et échanges

**Avec des personnalités du
monde politique et médiatique**

Rencontres et échanges

Frédéric Dabi, Directeur général « opinion » de l'IFOP, le 11 juin 2024

Thomas Cazenave, Ministre délégué chargé des Comptes publics, le 14 mai 2024

Guillaume Kasbarian, Ministre délégué auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé du Logement, le 9 avril 2024

Édouard Philippe, Maire du Havre, fondateur du parti Horizons, le 22 janvier 2023

Olivier Dussopt, Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, le 20 juin 2023

Jean-Noël Barrot, Ministre de la Transition numérique et des Télécommunications, le 16 mai 2023

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et **Roland Lescure**, Ministre délégué chargé de l'Industrie, le 3 mai 2023

Jérôme Jaffré, politologue, Directeur du Centre d'Études et de Connaissances sur l'Opinion Publique (CECOP) et **Thomas Gomart**, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), le 3 octobre 2022

Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le 13 juillet 2022

Alain Griset, Ministre délégué chargé des Petites et des Moyennes entreprises, le 19 octobre 2021

Jacqueline Gourault, Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités, le 8 juin 2021

Barbara Pompili, Ministre de la Transition énergétique, le 25 mai 2021

Olivia Grégoire, Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, le 18 mai 2021

Franck Riester, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur, le 4 mai 2021

Olivier Dussopt, Ministre délégué chargé des Comptes publics, le 7 novembre 2020

Cédric O, Secrétaire d'État chargé de la Transition numérique, le 19 mai 2020

Nicolas Beytout, journaliste et fondateur de l'Opinion, le 4 décembre 2019

Brune Poirson, Secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, le 16 juillet 2019

Olivier Dussopt, Secrétaire d'État chargé des comptes publics, le 11 juin 2019

Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé, le 14 mai 2019

Elisabeth Borne, Ministre déléguée chargée des Transports, le 29 janvier 2019

Xavier Bertrand, Président de la Région Hauts-de-France, le 6 juin 2018

Florence Parly, Ministre des Armées, le 15 mai 2018

Gérard Larcher, Président du Sénat, en avril 2018

Jean-Paul Delevoye, Haut-commissaire à la réforme des retraites, en avril 2018

Didier Maus, élu local, conseiller d'État et spécialiste du droit constitutionnel, en février 2018

Édouard Philippe, Premier Ministre, en janvier 2018

Alain Juppé, Maire de Bordeaux, en novembre 2017

Anciens Sénateurs



Michel Amiel

Sénateur des Bouches-du-Rhône

*Commission des Affaires sociales
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques*



Jérôme Bignon

Sénateur de la Somme

*Commission de l'Aménagement du Territoire
et du Développement durable
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques*



Jean-Pierre Decool

Sénateur du Nord

Commission des Affaires culturelles



Alain Fouché

Sénateur de la Vienne

*Commission de l'Aménagement du Territoire
et du Développement durable
Délégation sénatoriale à la Prospective*



Jean-Louis Lagourgue

Sénateur de La Réunion

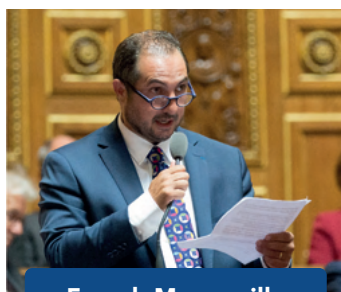
*Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées
Délégation sénatoriale aux Outre-mer*



Robert Lafoaulu

Sénateur des Îles Wallis et Futuna

*Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées
Délégation sénatoriale aux Outre-mer*



Franck Menonville

Sénateur de la Meuse

*VP - Commission des Affaires économiques
Délégation sénatoriale aux entreprises*



Colette Mélot

Sénatrice de la Seine-et-Marne

Commission des Affaires sociales



Xavier Fournier

Secrétaire général du Groupe
x.fournier@independants.senat.fr

Dominique Lagrange

Cheffe de cabinet du Président Claude Malhuret
c.malhuret@senat.fr



<https://www.independants-senat.fr/>